

Les Eglises exhortées à soutenir un bateau de sauvetage

Migration ▶ L'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) et la Conférence des évêques suisses (CES) sont appelées à soutenir le projet d'un navire de sauvetage supplémentaire en Méditerranée, initié par les Allemands. «Nous sommes tous responsables de la situation catastrophique en Méditerranée», lâche Pierre Bühler, professeur émérite de théologie et membre du Réseau de la charte de la migration. Ce groupe formé par des théologiens protestants et catholiques majoritairement suisses allemands a appelé l'EERS – anciennement Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) – et la CES

à soutenir moralement et financièrement un navire de sauvetage supplémentaire en Méditerranée, mardi à Berne. Ce projet «United4Rescue» a été initié par l'Eglise protestante en Allemagne (EKD) et il cherche une alliance internationale. Ses objectifs sont le sauvetage en mer, l'absence de criminalisation, des procédures d'asile justes et des ports sûrs. Il s'agirait dans un premier temps d'acheter un bateau et de pouvoir financer son fonctionnement. «A titre de comparaison, le navire SOS Méditerranée coûte 12 000 francs par jour.» «Il est essentiel que les Eglises mènent des actions concrètes. Ce que

nous disons dans nos prédications doit se retrouver dans nos actes», insiste le professeur. A mi-décembre, le Réseau a envoyé une lettre aux deux institutions. «Pour l'instant les discussions ont été plutôt positives, mais nous n'avons pas encore reçu de réponse officielle. Nous leur avons laissé un certain temps, rendre aujourd'hui cet appel public est une manière de faire pression», explique Pierre Bühler.

Cet appel aux Eglises a été lancé le même jour que la pétition «Faire cesser les noyades de réfugiés en Méditerranée» était déposée à Berne. Elle a été lancée par les réseaux de solidarité de

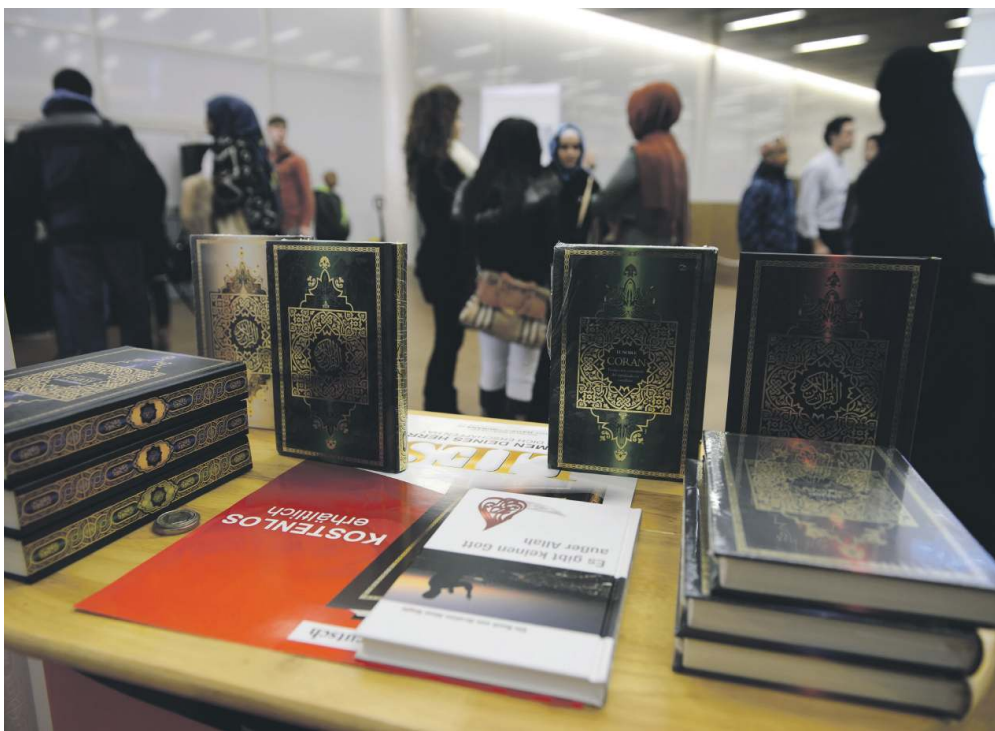
Suisse, tels Solidarité sans frontières et d'autres organisations religieuses et civiles. Les noms des 35 997 personnes décédées en mer depuis 1993 étaient affichés sur des banderoles. Cette pétition, qui a recueilli plus de 24 000 signatures, a pour but de soutenir la motion parlementaire «Faire cesser les noyades des migrants en Méditerranée» de la socialiste zurichoise Mattea Meyer, qui demande des mesures concrètes pour un accueil rapide et décentralisé en Suisse. «Cette motion a reçu une réponse non satisfaisante du Conseil fédéral qui a estimé que la Suisse était déjà suffisamment active dans ce domaine,

mais elle doit encore être débattue au national», précise la parlementaire.

«Les Eglises sont un acteur civil très important pour la solidarité et la justice. Nous avons beaucoup de chance d'être nés en Suisse. C'est notre responsabilité d'aider les migrants», ajoute Mattea Meyer. «En Italie, la communauté religieuse des Valdois du Piémont est très engagée pour l'accueil des migrants. Si les Italiens ont réussi à trouver un consensus avec le gouvernement de Salvini, ne pourrait-on pas y arriver en Suisse?» soulève la militante pour les droits humains Anni Lanz. **LAURENCE VILLOZ, PROTESTINFO**

Le Conseil central islamique suisse (CCIS) en appelle à la générosité de ses membres. Est-ce le signe d'un lâchage de ses soutiens qatari et koweïtien?

Le CCIS en difficulté



La troisième conférence annuelle du Conseil central islamique suisse, le 21 décembre 2013 à Palexpo. Faute de moyens, le CCIS n'arrive plus à organiser d'événements à fort impact médiatique. **KEYSTONE**

JACQUES BERSSET

Berne ▶ «Oui, nous sommes dans une situation financière difficile et nous avons besoin de votre participation financière», écrit le Conseil central islamique suisse (CCIS) sur Twitter le 7 janvier 2020. L'argent n'arrive plus si facilement des pays du Golfe, l'organisation salafiste de Nicolas Blancho basée à Berne, qui représente l'une des composantes radicales de l'islam en Suisse, demande de l'aide sur internet.

«Avec un paiement fixe et mensuel entre 20 et 500 francs, vous pouvez cofinancer la mission de la *da'wa* (le prosélytisme islamique, ndr), les services, l'assistance juridique ainsi que tout le travail administratif du conseil central», peut-on lire

sur le site du Conseil central islamique, sous son sigle allemand IZRS.

L'organisation salafiste indique que l'on peut la soutenir «simplement, anonymement et sans complications» par SMS, Paypal ou en tant qu'actionnaire. Si elle fait appel aux petits donateurs, explique Nicolas Blancho dans une vidéo sans davantage de précisions, c'est que les «grands donateurs font face à des difficultés financières».

Plus comme avant

Le porte-parole du CCIS, Abdel Azziz Qaasim Illi, indique par ailleurs avoir organisé une conférence des donateurs en décembre à Zurich. Des promesses de dons auraient été faites à hauteur de 150 000 francs. «Ce qui permettra d'assurer la survie du centre, pré-

sent Nicolas Blancho, mais pas de présenter l'islam avec éclat, comme auparavant.» Pour l'heure, l'organisation met au concours un poste à 50% dans son administration.

Selon le journaliste du *Tages Anzeiger* Kurt Pelda, les flux d'argent du Qatar et du Koweït qui arrivaient au siège du CCIS à Berne-Bümpliz se seraient finis. La raison de l'arrêt des financements est en provenance de l'étranger serait la suspicion de liens des sympathisants du mouvement salafiste avec le réseau terroriste al-Qaïda. Le Qatar faisant face à de graves accusations – de la part de l'Arabie saoudite et d'autres Etats du Golfe – concernant le financement du fondamentalisme islamique, voire de milices djihadistes ou terroristes, il est possible que le petit pays

n'ait plus souhaité être mêlé aux activités du CCIS et ait pris ses distances. Kurt Pelda rappelle que faute de moyens, depuis plus de deux ans le CCIS n'a plus réussi à organiser de grandes manifestations à fort impact médiatique, rien en Suisse ni à l'étranger.

Verdict en vue

Sur le site internet du CCIS, Abdel Azziz Qaasim Illi s'en prenait en décembre 2017 au journaliste qui travaille au *Tagli* depuis février 2017. Il l'accuse de s'adonner «à un activisme agressif, pour ne pas dire obsessionnel, contre les communautés islamiques en Suisse».

Rappelons que le Ministère public de la Confédération (MPC) avait déposé en septembre 2017 un acte d'accusation auprès du Tribunal pénal

fédéral (TPF) contre trois membres du CCIS. Le MPC reprochait alors aux accusés d'avoir violé la loi fédérale interdisant les groupes «al-Qaïda» et «Etat islamique» (ou Daech) et les organisations apparentées. En été 2018, Naim Cherni, le responsable de la «production culturelle» du CCIS – qui a mené une interview exclusive en Syrie avec le religieux salafiste saoudien Abdullah al-Muhaysini, chef spirituel du groupe terroriste Jaish al-Fatah –, a été condamné à une peine de vingt mois de prison avec sursis, note Kurt Pelda. Nicolas Blancho et Abdel Azziz Qaasim Illi ont été acquittés, en raison de vices de forme. Toutes ces décisions ont depuis lors été portées devant le Tribunal fédéral. Le verdict est attendu cette année. **CATH.CH/DHN**

La loi contre l'homophobie partage les Eglises

Votations du 9 février ▶ Les Suisses se prononceront sur l'extension de l'article 261 bis du Code pénal qui interdit la discrimination de personnes en raison de leur orientation sexuelle, le 9 février prochain. Le Conseil fédéral et le parlement ont décidé que la disposition du code pénal contre la discrimination raciale doit être étendue à la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Un référendum s'oppose à cette modification.

Le Conseil de l'Eglise évangélique réformée de Suisse (EERS) – ex-FEPS, Fédération des Eglises protestantes de Suisse – se positionne en faveur de l'extension de la protection à toute forme de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Il fonde sa décision sur l'article 10 de sa nouvelle Constitution, précisant que l'EERS «veille dans toute son action en paroles et en actes à ce que personne ne soit discriminé».

De son côté, l'Alliance évangélique suisse (SEA-RES) rejette l'extension de la protection pénale. Elle craint pour la liberté d'expression, revendiquant de pouvoir rester «critique à l'égard de certains modes de vie», conformément à leur «compréhension de la Bible».

Du côté catholique, la Conférence des évêques suisses (CES) a renoncé à donner un mot d'ordre. A titre individuel, des personnalités de l'Eglise, telles que M^{re} Marian Eleganti, évêque auxiliaire de Coire, se sont exprimés contre cette révision. **ATS**

PARUTION

CHOISIR ET DESOBEIR

Résister, critiquer, désobéir: la contestation agit la planète. «Sur quelles valeurs philosophiques, religieuses ou idéologiques ces démarches de résistance s'inscrivent-elles», se demande la revue *choisir* dans son édition de janvier-mars 2020. Quand la désobéissance civile et non violente devient-elle une option opportune et légitime pour contrecarrer des pouvoirs négligeant le bien commun? Dans son deuxième dossier, *choisir* s'intéresse à nos représentations de l'animal, et à cette nouvelle forme d'objection de conscience qui transforme le contenu de nos assiettes. **DHN**